

# La fiscalité

---

## Table des matières

|  |   |
|--|---|
| I/ Qu'est ce que l'impôt ? .....                           | 1 |
| A/ Les visions de l'impôt.....                             | 1 |
| B/ La justice de l'impôt .....                             | 3 |
| Qu'est-ce que la justice fiscale ? .....                   | 3 |
| C/ La progressivité de l'impôt.....                        | 3 |
| II/ les déficits.....                                      | 4 |
| A/ La question des finances publiques.....                 | 4 |
| B/ La maîtrise des dépenses publiques .....                | 5 |
| C/ Les conditions de fourniture des services publics ..... | 5 |
| III/ D'autres types d'impôts .....                         | 6 |
| A/ La flat tax .....                                       | 6 |

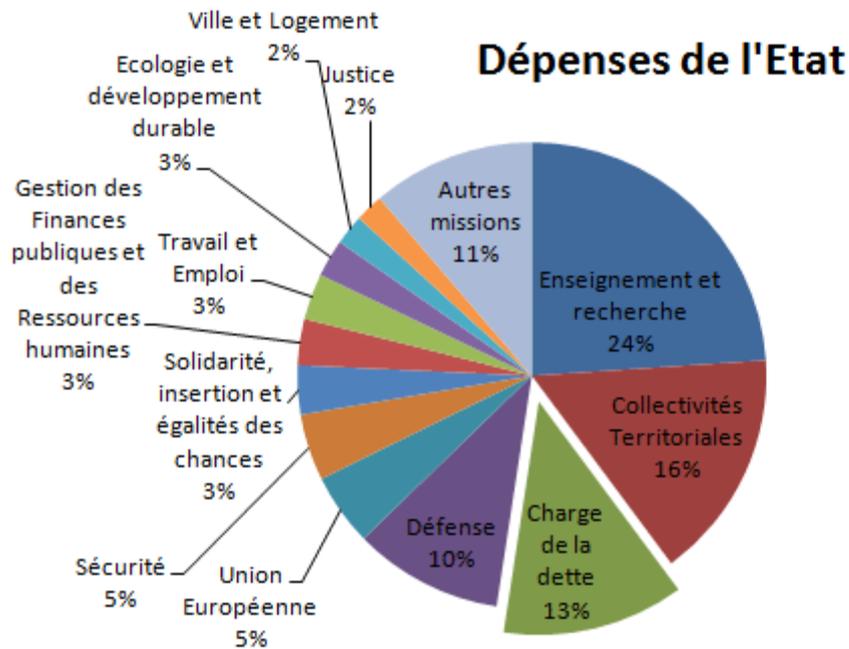
## I/ Qu'est ce que l'impôt ?

### A/ Les visions de l'impôt

Redistribution ou mutualisation ?

DDHC, contribution des citoyens. Fonction économique ou fonction politique ?

Etude du budget 2012 de la France.



### Budget de l'Etat

Pour 2013, il représente : 386,3 milliards d'euros de recettes et 455,5 milliards d'euros de dépenses, soit un déficit de 69,2 milliards d'euros, soit 3,3 % du PIB.

Le budget de l'État, déterminé par la loi de finances initiale pour 2014 se présente de la manière suivante<sup>3</sup> :

#### Recettes 386.3 Mds€

Recettes fiscales : 284 M€

IR : 74,3 M€

Impôt sur les sociétés : 38.8 M€

TIPP : 13.3M

TVA : 140 M

Recettes non fiscales : 13.8 M€

+ d'autres recettes.

#### Dépenses 455.5 Mds€

Education : 65 M

Dettes : 51 M  
Défense : 39 M  
Recherche et enseignement supérieur : 31 M  
Sécurité : 18 M  
Justice : 8M

## B/ La justice de l'impôt

### Qu'est-ce que la justice fiscale ?

Adam Smith établit quatre règles fiscales immuables dans son *Essai sur la richesse des nations* (1776), conditions minimales pour ne pas tomber dans l'arbitraire fiscal :

- égalité : chaque sujet contribue en proportion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion de son revenu ;
- certitude : la portion d'impôt que chaque individu est tenu de payer doit être certaine, et non arbitraire (quand et comment s'effectue le paiement, pour quelle quantité) ;
- commodité : tout impôt doit être perçu à l'époque et selon le mode qui convient le mieux au contribuable ;
- économie : tout impôt doit être conçu de manière qu'il fasse sortir des mains du peuple le moins d'argent possible au-delà de ce qui entre dans le Trésor d'État.

## C/ La progressivité de l'impôt

Dans *L'Action humaine*, Ludwig von Mises explicite admirablement l'une des raisons de l'opposition libérale à la progressivité de l'impôt, en montrant qu'elle ferme l'accès à la constitution de nouvelles fortunes et profite en fait aux fortunes établies :  
«*Mais aujourd'hui, les impôts absorbent la plus grande part des profits « excessifs » du nouveau venu. Il ne peut accumuler du capital ; il ne peut étendre sa propre affaire ; il ne deviendra jamais une grande affaire et le rival des situations établies. Les firmes anciennes n'ont pas à redouter sa concurrence, elles sont abritées par le percepteur. Elles peuvent sans danger rester dans la routine, se moquer des désirs du public et refuser le changement. Il est vrai que le percepteur les empêche, elles aussi, d'accumuler du capital neuf. Mais le plus important pour elles est que le dangereux nouveau venu ne puisse pas accumuler de capitaux. Elles sont virtuellement privilégiées par le régime fiscal. **En ce sens, la fiscalité progressive entrave le progrès économique et favorise la rigidité sociale.** Alors que dans l'économie de marché non entravée la possession d'un capital est une source d'obligation forçant le possesseur à servir les consommateurs, les méthodes*

## **modernes de fiscalité la transforment en privilège.' »**

— Ludwig von Mises, *L'Action humaine* (1949)

Impôt progressif est réactionnaire car il empêche la venue de nouvelle personne dans le domaine de la richesse. De plus il ne favorise pas les pauvres : les impôts payés par les classes supérieures sont dérisoires en montant, on pourrait avoir plus d'argent en augmentant les taux de prélèvement. Ce sont les classes moyennes qui paient le plus d'impôt.

## **II/ les déficits**

L'efficacité économique est soluble dans l'équité : plus de richesse produite, c'est plus de richesse redistribuée au profit des plus démunis.

### **A/ La question des finances publiques**

Les **stabilisateurs automatiques** : propriété des finances publiques qui amortissent naturellement l'ampleur des variations du taux de croissance. La TVA représente 40% des recettes de l'Etat, or s'il y a moins de croissance les rentrées fiscales de la TVA diminuent. La TIPP est la 4<sup>ème</sup> ressource de l'Etat. Idem, en cas de chute de la croissance, le gain de la TIPP diminue. Les recettes publiques sont donc très impactées par les variations cycliques : en période de croissance, les recettes augmentent, en période de récession, elles diminuent.

En revanche les dépenses publiques ne sont pas cyclotomiques. La masse salariale publique représente 40% des dépenses de l'Etat. Le service de la dette représente 20% des dépenses, les dépenses sociales, entre 10% et 15%. Seules les dépenses sociales fluctuent en fonction des cycles de croissance.

Les finances publiques sont contra-cycliques. Une croissance déprimée se traduit par un creusement du déficit public, qui a un effet favorable sur l'économie –parce que les agents payent moins d'impôts- et prépare une reprise future de l'activité. De même, une croissance vigoureuse et donc potentiellement inflationniste est modérée par la tendance concomitante des finances publiques à l'excédent. Dans les deux cas les finances publiques modèrent l'ampleur des cycles économiques.

Robert Barro, article de 1974 sur les plans de relance. Jusqu'à Barro les économistes keynésiens pensaient qu'1 euro de déficit pouvait générer 4 à 5 euros de PIB grâce à des effets multiplicateurs. Donc en période de crise il fallait augmenter le déficit pour relancer la croissance. Cela est faux, et Barro l'a démontré : 1 euro de déficit génère moins d'un euro de PIB. Le coefficient multiplicateur n'est pas de 4 ou 5 mais de moins de 1. De plus l'augmentation du

déficit dégrade la capacité de production d'une économie. Plus la dette publique augmente plus elle ponctionne l'épargne disponible pour les investissements productifs du secteur privé. C'est **l'effet d'éviction**.

## **B/ La maîtrise des dépenses publiques**

Déficit : 1933 : 6% du PIB, 1997 : 3% du PIB. Pour respecter les critères de l'euro la France a réussi à diminuer ses déficits, en augmentant les impôts et en diminuant les dépenses. La consolidation budgétaire a donc été efficace.

Les dépenses publiques en France sont sacrées. Les Français aiment payer des impôts. Ils râlent mais ils aiment en payer. 20% des Français travaillent dans le secteur public.

L'augmentation des impôts gêne considérablement la croissance. Elle crée aussi un effet distorsif : un prélèvement obligatoire se traduit par des changements de comportement (des distorsions) auxquels est associée une perte de bien être (exemple des crèmes glacées) p. 25.

Mettre le système sous tension, c'est la base de toute démarche d'entreprise. Cela consiste à inciter les personnes à faire des économies et à diminuer les dépenses.

## **C/ Les conditions de fourniture des services publics**

Délégué les services publics et avoir le sens de la justice. Financer un service public n'est pas la même chose que le fournir. L'Etat peut financer un service sans pour autant l'apporter à la population.

Avec le vieillissement de la population il est normal que les dépenses de santé augmentent, cela ne traduit pas un manque d'efficacité du système mais une évolution normale de la population. La question se pose alors de savoir comment on peut financer ces dépenses de santé. Il est nécessaire d'y affecter une partie des recettes fiscales. Il faut donc continuer à faire des économies sur les secteurs de la santé où cela est possible, tout en affectant une partie des impôts au financement de ce secteur, sans augmenter le taux de prélèvement global.

La TVA est un impôt qui repose sur la consommation, et non sur la production, par conséquent une augmentation ne nuit pas à la production nationale du pays. TVA et CSG sont deux impôts qui ont une assiette large, qui sont faciles à manier et qui rapportent beaucoup d'argent. Les impôts découragent l'accumulation de capital, la croissance des entreprises et la consommation. Financer les dépenses publiques par une hausse des impôts ne peut donc pas être une solution.

### III/ D'autres types d'impôts

#### A/ La flat tax

Principe et méthode de l'impôt unique.

« Je reviens au sujet de ce discours ; et, comme il n'est fait que pour inspirer, autant qu'il m'est possible, la modération dans l'imposition des revenus de Sa Majesté, il me semble que je dois commencer par définir la nature des fonds qui doivent les produire tels que je les conçois. Suivant donc l'intention de ce Système, ils doivent être affectés sur tous les revenus du royaume, de quelque nature qu'ils puissent être, sans qu'aucun en puisse être exempt, comme une rente foncière mobile, suivant les besoins de l'Etat, qui serait bien la plus grande, la plus certaine et la plus noble qui fût jamais, puisqu'elle serait payée par préférence à toute autre, et que les fonds en seraient inaliénables et inaltérables. Il faut avouer que si elle pouvait avoir lieu, ni ne serait plus grand ni meilleur ; mais on doit en même temps bien prendre garde de ne la pas outrer en la portant trop haut... »

Vauban, *Dîme royale*.